



Conseil communautaire du 19 mars 2015 | Délibération n°10

Intervention de Valérie FAUCHEUX au nom du groupe écologiste

MILK VALLEY : UN PROJET QUI DÉGRADE L'ENVIRONNEMENT, L'EMPLOI ET LES RELATIONS NORD/SUD

Monsieur Le Président

La nouvelle PAC accélère la spécialisation des bassins de production et incite notamment la Bretagne, les Pays de Loire et la Normandie à se renforcer dans la production de lait. L'Ouest constitue déjà un des principaux bassins laitiers avec 10 % de la production européenne et plus de la moitié de la production française.

C'est pourquoi les dix principaux industriels du lait (notamment Lactalis, Bongrain, Sodiaal, ...) ont décidé de s'associer à des chercheurs de l'Inra afin de trouver de nouveaux débouchés pour les 10 ans à venir et créer la « Milk Valley ». Premier département producteur de lait en France, l'Ille-et-Vilaine est au cœur de cette Milk Valley.

Le premier projet de Milk Valley a pour nom PROFIL (Protéines fonctionnalisées pour l'industrie laitière). En « crackant » les protéines du lait, en les recombinaut, les industriels espèrent ainsi se passer de certains additifs végétaux ou autres gélifiants et offrir aux consommateurs un produit 100 % lait et garanti sans conservateur. Étirée en fibres, la protéine du lait pourrait aussi être reconstituée en steak par exemple, créant ainsi de nouveaux produits laitiers à proposer aux consommateurs.

Actuellement 90 % du lait est consommé par les marchés nationaux. Les transformateurs cherchent aussi à travers ce projet à agrandir leur terrain de jeu notamment vers la Chine et les Pays émergents.

À l'heure où de nombreuses études scientifiques remettent en cause les bienfaits d'une surconsommation des produits laitiers sur la santé, cette volonté de créer de nouveaux produits et de nouveaux marchés laitiers nous interrogent fortement.

De plus, il est précisé dans le texte de la délibération que ce projet PROFIL participe à une filière laitière plus « durable ». Mais en quoi cette stratégie économique est-elle durable ?

Les partenaires de ce projet sont des acteurs majeurs de l'industrie agro-alimentaire qui s'approvisionnent essentiellement auprès d'une agriculture intensive :

- responsable de la forte pollution de l'eau en Bretagne
- basée sur l'importation de maïs et soja transgéniques venus du Brésil
- ultra automatisés et limitant ainsi les emplois locaux

Ce modèle étant encouragé, le projet PROFIL ne permet pas de pérenniser les emplois locaux agricoles ni même d'avoir des effets positifs sur l'environnement.

Un modèle agro-alimentaire durable est basé sur :

- un mode de production agricole limitant les intrants et les impacts environnementaux comme le fait l'agriculture biologique
- une proximité entre les lieux de production, de transformation et de consommation
- une production adaptée aux besoins des consommateurs sans sur-production
- des emplois locaux

C'est ce modèle qu'il faudrait exporter vers nos amis chinois pour les aider eux aussi à produire localement les aliments dont ils ont besoin et garantir leur autonomie plutôt que de construire des nouvelles tours de séchage de lait à Carhaix comme le font Sodial et le fabricant chinois Synutra.

À l'heure des attermolements du gouvernements sur les aides accordées à l'agriculture biologique, il nous serait préférable que Rennes Métropole défende ce type d'agriculture innovante et durable plutôt que d'attribuer 220 000€ à un modèle agricole qui ne fait que dégrader l'environnement, l'emploi et les relations Nord/Sud.

Vous l'aurez compris nous nous opposerons donc à cette délibération.